

« FONDAMENTALEMENT,



L'ARGENT EST AU CENTRE »

On a longtemps dit
que le capital était à droite
et le travail à gauche. A vérifier.

Entretien avec Jacques Marseille • Professeur à l'université
de Paris-I-Panthéon-Sorbonne

L'HISTOIRE : On dit souvent que l'argent est de droite ?

JACQUES MARSEILLE : Absolument pas. C'est une erreur classique d'identifier l'argent à la droite, et l'hostilité envers l'argent à la gauche. D'un côté, il y aurait le capital, la fortune acquise, l'accumulation. De l'autre, le travail. Cette image ne correspond pas à la réalité historique, ni à ce qui s'est passé en France ces vingt dernières années.

L'H. : Pourquoi ?

J. M. : La droite et l'argent ne font pas fatalement bon ménage. Il existe d'abord une droite catholique, qui a des rapports très méfiants avec le monde des « affaires ». Il existe aussi une droite extrême très anticapitaliste. « Aujourd'hui, grâce aux Juifs, écrivait Édouard Drumont dans *La France juive*, l'argent, auquel le monde chrétien n'attachait aucune importance, est devenu tout-puissant. »

Cette hostilité aux grandes familles juives, aux trusts internationaux, à la finance internationale, vous la trouvez aussi bien chez Drumont que plus tard chez Beau de Loménie, auteur de *La Responsabilité des dynasties bourgeoises*, ou chez le journaliste d'extrême droite Henri Coston. Ou encore chez de Gaulle, qui accuse les

puissances d'argent d'avoir collaboré avec l'Allemagne.

L'H. : Certes. Mais, en général, les possédants, le patronat, penchent plus vers la droite que vers la gauche...

J. M. : Ce n'est pas vrai. Ce que le patronat déteste, ce sont les excès, tout ce qui bouleverse l'ordre établi. Il est aussi hostile à

patronat uni. Or le patronat est en fait très divisé. Il ne forme pas un « parti » qui se réunirait à date fixe pour décider de la politique de la France. Les patrons sont bien trop occupés à se faire la guerre.

L'H. : Et le fameux « mur d'argent » auquel se sont heurtés les gouvernements de gauche ?

J. M. : Mais, parmi les défenseurs des fortunes acquises, de l'épargne, de la monnaie stable, on trouve autant de gens du peuple que de membres des élites ! Les « forces d'argent », ce sont aussi les petits épargnants, les petits héritiers, les petits propriétaires. A commencer par l'ouvrier qui a hérité d'un pavillon à Bobigny ou à La Courneuve, et qui est opposé à l'impôt sur les successions !

L'H. : La Bourse n'a-t-elle pas constamment joué contre les gouvernements de gauche ?

J. M. : C'est une idée également fautive. Si vous aviez acheté des actions en juin 1936 quand Léon Blum est arrivé au pouvoir, et que vous les ayez revendues au moment où il en était chassé, vous auriez réalisé une plus-value de 50 %. L'argent aime la stabilité. Or tout gouvernement de gauche favorise la paix sociale. Donc l'argent n'est pas hostile à la gauche...

« LES « FORCES
D'ARGENT »,
CE SONT AUSSI
LES PETITS... »

l'extrémisme de droite que de gauche. En fait, fondamentalement, l'argent est au centre.

L'H. : Mais le patronat a longtemps redouté l'« appropriation des moyens de production » par les travailleurs...

J. M. : Cela fait partie des inévitables clichés. Votre question suppose qu'il y a un

L'AUTEUR

Jacques Marseille, dirige l'Institut d'histoire économique et sociale (Paris-I).

Cet entretien est la version revue et mise à jour de « Quelques idées fausses sur la droite, le capital et le travail », *L'Histoire* n° 162, p. 77.



■ De 1981 à 1995, le cours des actions françaises (ci-dessus, la Bourse dans les années 1990) a été multiplié par sept. Un « âge d'or du rentier » sous les deux septennats de François Mitterrand. Qui a dit que l'argent était de droite ? Page de gauche, **Portraits à la Bourse**, par E. Degas (musée d'Orsay, cl. G. Dagli Orti/Marc Gantier/Rapho).

Inversement, jamais la Bourse ne s'est aussi mal portée qu'entre 1958 et 1969, sous de Gaulle. Quelqu'un qui aurait acheté des actions au moment où Valéry Giscard d'Estaing arrivait au pouvoir, et qui les aurait revendues à la fin de son septennat, aurait aussi perdu beaucoup d'argent. Car Giscard d'Estaing a fait payer les premiers effets de la crise au capital, alors que le pouvoir d'achat des salariés a notablement augmenté entre 1974 et 1981.

L'H. : Quelles leçons tirez-vous du gouvernement de la France par les socialistes à partir de 1981 ?

J. M. : Jamais la France n'a été gouvernée si longtemps par un gouvernement de gauche, et par un président, François Mitterrand, qui a incarné l'hostilité à l'argent dans la tradition de Zola. Souvenez-vous de ce qu'il disait à ce sujet au congrès d'Épinay en juin 1971 : « Le véritable ennemi, j'allais dire le seul, [...] c'est

le monopole ! Terme extensif, pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes. »

Celui qui a prononcé ce discours enflammé est resté au pouvoir quatorze ans. Et que s'est-il passé ? Le travail n'a jamais été aussi maltraité, le capital n'a jamais été aussi favorisé. Alors que le cours moyen des actions françaises était au plus bas en 1980, trois fois inférieur au niveau de 1950, et deux fois inférieur à ce qu'il était en 1970, il était, en 1995, près de sept fois supérieur à celui de 1980. Une hausse vertigineuse qui n'a pas son équivalence dans l'histoire longue du capitalisme français.

Durant les années 1980-1995, véritable âge d'or du rentier — de celui « qui s'enrichit en dormant », selon l'expression de François Mitterrand —, la valeur des

actions et autres participations dans le portefeuille des ménages sera passée de 452 milliards de francs en 1980 à 5 390 milliards en 1995, et l'ensemble de leurs actifs financiers de 2 905 milliards à 14 356 milliards. Difficile de trouver dans l'histoire de la France une période aussi favorable à « l'argent ».

Dans le même temps, le salaire annuel ouvrier (en francs 1995) s'est élevé de 84 500 francs en 1980 à 88 886 francs en 1995, une hausse d'un peu plus de 5 % en quinze ans, soit une quasi-stagnation qui contraste vivement avec les 62 % de hausse enregistrés dans les quinze années précédentes : ce même salaire annuel était passé d'environ 52 000 francs 1995 en 1965 à 84 500 francs en 1980.

L'H. : La gauche est-elle une aussi bonne gestionnaire que la droite ?

J. M. : Pour cela, la gauche sait faire. Il suffit de pénaliser les travailleurs ! Elle